L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 9 AVRIL 1863

Entre les rues Bienville et Conti.

BUREAUX, No. 73 rue de Chartres.

Nouvelle-Orléans :

JEUDI MATIN, 9 AVRIL.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par E. Roger & Co—A leurs salles d'encan, rue de la Vieille Levée, marchandises sèches, linge fait et chapeaux.

Par R T Montgomery—Un débarquement de la barque Brillant, 2ans d'attirail, biscuits pilote.

Par le même, à midi, au magasin de l'encan, rue du Camp, No 85— toile d'emballage de l'Inde, farine, café Rio, tabac, &c.

Par R. Scott—No 15), rue Royale, vins blancs en barriques.

Par R. Scott, à 10 heures dans la rue des Magasins, No 54—Jambons, épaules, harengs, thé, farine, cognac, vin rouge, &c.

Par Hoffman & Marks, à 10 heures, dans la rue de Chartres, No 41—Linge, bottes, souliers, et marchandises sèches.

Par J. P. Boisseau, à onze heures, dans la rue des Magasins, entre Gravier, pore, bacon, jambons, poisson, articles d'étagères, &c.

Nouvelles du Sud.

(Extraites du journal de Jackson du 3 avril.)

L'invasion du Kentucky.

NOUVELLES DE CHARLESTON.

Mouvements de l'amiral Farragut et de sa flotte.

Nous empruntons au *Picayune* ce qui suit :

Nous avons reçu le *Memphis Jackson Appeal* du 3 avril, auquel nous extrayons les nouvelles suivantes :

L'*Appeal* a une dépêche spéciale fort longue de Panola, Mississippi, qui contient l'analyse des dernières dépêches de Cincinnati au *Times*, relatives aux mouvements dans le Kentucky. Les nouvelles, bien qu'intéressantes, sont un peu contradictoires, et désirant exclure de nos colonnes ce qui est purement de nature à faire sensation, nous donnons ce qui semble digne de foi dans les dépêches publiées dans les journaux de Cincinnati et de Chicago.

Kentucky.

Le Chicago *Times*, du 27 mars, contient une dépêche de Cincinnati que l'*Appeal* appelle "rumeurs du Kentucky." Cette dépêche a sensation et qui ne porte pas le cachet de vérité. Elle est datée de Bracktinridge et Clarke dans deux ou plusieurs endroits diffé ents et dit: "On ne sait rien de positif de Stonewall Jackson." L'*Appeal* s'exprime ainsi sur cette dépêche :

" Nos colonnes télégraphiques contiennent ce matin des rapports venus du Nord. Nous ne croirons pas qu'on ait demandé la rédition de Cincinnati jusqu'à ce que nous ayons reçu des renseignements d'une source plus sûre."

Par télégraphe.

De Cincinnati—Le *Cincinnati Commercial* du 27 ne contient pas d'article sur les affaires du Kentucky, ni dépêche de Lexington, datée du 26, dit que les forces d'invasion ne sont pas considérables, qu'elles se dirigent vers Richmond et se composent principalement de cavalerie. On dit que ces forces sont sous le commandement de Pegram. On ne croit pas que le général Breckinridge soit dans l'Est, mais avec Bragg et. Le bruit courait que la cavalerie de Jackson et de Wolford avait fait 200 prisonniers confédérés. Les guérillas de Clarke rôdent toujours autour de Mont Sterling, et on a pris 200 de ses hommes depuis dimanche.

Il y a peu d'agitation ici et on n'a aucune crainte pour la sûreté de la ville.

La dernière dépêche du *Commercial* porte :

Un voyageur arrivé de Nicholasville dit que les forces fédérales sont de nouveau au Sud de la rivière Kentucky, et qu'on s'est hâté toute la journée ; on ne connaît pas le résultat.

DE CAIRO.

Une dépêche de Cairo, datée du 25 dit qu'un ordre lancé par le département du trésor, prohibe l'expédition de marchandises au sud de cet endroit.

La canonnière Ratler, est arrivée avec des avaries qu'elle a éprouvées en se heurtant contre des arbres dans la passe Yazoo. L'ensaigne West a été blessé et un homme de l'équipage tué par des guérillas.

Nouvelles par la voie de Mobile.

Mobile, 2 avril—Une dépêche de Savannah du 30, adressée au *Register*, porte :

On a appris que les Fédéraux et leurs sujets nègres ont évacué Jacksonville, Floride, et sont revenus à Hilton Head. Ils ont incendié la ville avant de partir, mais les Confédérés sont arrivés à temps pour en sauver une partie.

Une dépêche de Charleston du 30, dit :

Le capitaine de steamer français *Catinat* apporte l'ordre à M. de Saint-André, le consul français, de s'embarquer à bord du *Catinat* pour New York. En conséquence M. de Saint-André, sa famille, le vice-consul et sa famille, partent demain.

Une seconde dépêche datée de Charleston le 1er avril porte :

Tout est tranquille, bien que les autorités s'attendent à chaque instant à voir avancer l'ennemi.

Le départ du consul français a eu pour cause des affaires particulières et non des ordres officiels. Il reviendra bientôt.

On a appris que le steamer cuirassé *Rankine* était à Queenstown, et on supposait qu'il allait partir pour le service confédéré.

De Vicksburg.

Vicksburg, 2 avril—L'ennemi a fait une reconnaissance hier sur la route de Yazoo et a jeté quelques bombes sur la colline Snyder. Il n'y a rien eu de plus un dessous de la ville.

Il n'y avait hier à midi que peu de bâtiments ennemis en vue, à leur ancrage habituel, et le camp paraissait désert. Une grande canonnière est descendue mercredi soir, mais elle n'était pas visible hier. On n'a pas donné au public l'explication de la canonnade entendue mercredi sur le Yazoo.

Nous continuons à recevoir des avis sur la présence de la flotte fédérale au dessus de Greenwood. Elle remonte le Yazoo, où on ne peut faire que des conjectures sur ses mouvements futurs. La rivière baisse, et on dit que c'est ce que l'ennemi attend pour pouvoir débarquer son infanterie et attaquer nos ouvrages de défense à Greenwood.

Le *Hartford* et l'*Albatros*.

(Extrait du *Whig* du 2 avril.)

Le *Hartford*, l'*Albatros* et le *Switzerland* sont en route pour la Rivière Rouge. Nos batteries à Grand Gulf ont tiré sur eux, mais n'ont pas paru leur faire de mal. Farragut a évidemment quelque projet en tête, dans lequel il espère réussir.

Il y a eu hier quelque mouvement de l'autre côté de la rivière. Pendant la journée il est parti huit transports, et il en est arrivé quatre. Un corps de troupes a débarqué sur la rive sous la direction de l'aide-de-camp de Pemberton, et on pensait que c'était pour s'embarquer sur les transports. On a entendu des coups de canon hier dans la direction du Yazoo, mais on ignorait si c'est sur le bayou Steele ou sur la colline Snyder.

Le Memphis *Bulletin* a confiance dans le succès des Fédéraux par la nouvelle route à travers le bayou Steele jusqu'à la rivière Yazoo. Il a appris que des bateaux y avaient déjà passé qu'ils sont au vue de la colline Haynie, et qu'ils se préparent à réduire les fortifications.

De Wilmington.

Le journal de Wilmington du 24 dit que le steamer "Mariner" après une absence de six mois a regagné dans ce port hier dans l'après-midi. Il était parti le 15 de Nassau.

Nous lisons dans le *Savannah Republican* du 25

Hier matin, le schooner *Swift*, capt. Bliss, de Nassau, est arrivé ici avec une cargaison composée de café, sel, huile de noix, etc.... Il n'apporte aucune nouvelle de Nassau. Il en était parti le 18 et il n'a rencontré qu'un seul croiseur fédéral dans son passage. Il rapporte que le steamer *Charleston* est sous sa garde. Il a été abîmé d'un port du Sud dans la nuit de dimanche. Il reçut plusieurs bordées mais sans éprouver d'avaries sérieuses, et il doit être maintenant à Nassau.

Le schooner *Emily Teubrack*, de ce port, qui est parti depuis quelques temps, n'était pas arrivé à Nassau le 18. On craint qu'il ait été capturé.

Mouvements près de Savannah.

Mercredi soir le capitaine Edward H. Harrison avec quelques hommes du régiment Gordon, est allé à l'Ile Decent, près de Little Tybee, et a réussi à capturer un bateau fédéral où se trouvaient les capitaines Eddy et Arnold avec cinq hommes et la malle aux lettres, etc., du fort Pulaski pour la flotte fédérale du Sud. Les prisonniers sont au quartier du général Walker et vont être envoyés ici. Les officiers allaient rejoindre leurs régimens.

Nous apprenons que hier soir, à 7 heures, il y avait deux monitors à Tybee Roads, au dessous du fort Pulaski, 17 vaisseaux et cinq petits navires, grées en schooners, dans la rivière Wright. Les Fédéraux mettent des piquets chaque nuit sur la rivière Savannah.

Le rapport des prisonniers annonçant que l'ennemi était à élever des batteries sur les îles dans la rivière, n'est pas confirmé. L'ennemi déploie beaucoup d'activité au fort Pulaski et le mouvement naval entre le fort et le Hilton Head est très actif.

Le Times et la Conscription.

Le New-York *Times* donne les explications suivantes sur la loi de conscription :

La loi ne fixe pas 300 dollars comme la somme que chacun doit payer afin d'être exempté du tirage. Elle donne au secrétaire de la guerre le pouvoir discrétionnaire de fixer la somme qui subtituera l'exemption dans chaque cas individuel, mais dans aucun cas on ne pourra demander plus de 300 dollars. Le secrétaire peut demander à un homme riche $300 pour l'exempter, et il peut laisser aller pour la somme de $3, s'il le veut, un homme pauvre qui mérite d'être exempté pour des raisons de maladie ou de dénuement de sa famille. Voici les termes de la loi :

"Que toute personne prise par la conscription qui aura reçu avis de paraître comme il est dit ci-dessus, peut, le jour ou la veille du jour fixé pour sa comparution, fournir un remplaçant acceptable pour prendre sa place dans la levée, ou qu'elle pourra payer à toute personne autorisée à cet effet par le secrétaire de la guerre, une somme qui n'excédera pas trois cents dollars, et qui sera déterminée par le secrétaire, pour se procurer ledit remplaçant."

L'*Express* demande, à ce sujet, où l'on trouvera les millionnaires les pauvres pouvant s'exempter pour $3 et les plus riches que $300, et il suggère l'exemption du rédacteur du *Times* pour avoir désespéré les enrôlements en disant qu'on peut s'exempter pour trois piastres.

MISE EN VIGUEUR DE LA LOI DE CONSCRIPTION.

On écrit de Washington à la date du 26 mars :

On dit dans les cercles officiels que le premier tirage dans le Nord commencera par les nègres libres. Tous les hommes de couleur et les nègres, d'une constitution forte et robuste, de 20 à 35 ans, seront pris pour remplir les rangs des diverses brigades nègres qui sont maintenant en voie d'organisation. Cette mesure a été prise, dit-on, à l'instigation du gouverneur Andrew qui est furieux de voir tant de lâcheur chez les nègres quand il s'agit de combattre pour l'affranchissement de leur race. Il n'y a pas assez de nègres dans les lignes de notre armée actuelle pour composer seulement les garnisons des postes situés sur les côtes, suivant les vues du gouvernement à l'égard de cette classe de troupes, et le recrutement des nègres du Nord ajouterait immédiatement quarante mille hommes à l'effectif de cette armée de noirs. Radicaux et démocrates tous sont d'accord pour commencer l'épreuve de la conscription chez la classe noire.

(New-York *World* du 27 mars)

Les propositions de paix.

Nous avons reproduit une lettre de Fernando Wood qui assurait que des propositions de paix avaient été réellement faites à Washington l'hiver dernier. M. Vallandigham, dans un discours qu'il a prononcé à son retour dans son Etat, a également fait allusion à ces ouvertures. Voici comment un journal républicain, le *Cincinnati Commercial*, rend compte de ses paroles :

Le 12 décembre dernier on a reçu de Richmond à New York avis qu'on était disposé à faire un compromis, à envoyer des délégués au Congrès général, à obéir à la Constitution et aux lois, et à restaurer ainsi l'Union telle qu'elle était ; le Président, ce jour là, a rejeté la proposition, et la preuve de ce rejet existe à New York, écrite de sa main ; [illegible] "Ecoutez ! écoutez !" Mais la personne qui en est en possession est tenue à garder le secret, et la lettre n'a pas encore été livrée à la publicité. Le lendemain, l'armée fédérale a traversé le Rappahannock à Fredericksburg, dans la croyance que Richmond allait tomber, et que la rébellion allait bientôt finir. Le veille, Abraham Lincoln a signé le rejet de toutes les propositions de rentrer dans l'Union ; et, le lendemain, les espérances de l'aveugle de la Maison Blanche ont été dissipées par la défaite de Fredericksburg et par la perte de 20,000 de nos fils et de notre argent. Pendant dix mois il a tenu à l'écart ce gage inestimable de la paix, et, le 16 décembre, mais il a repoussé étourdiment et d'une façon funeste toutes les ouvertures.

MOUVEMENT DU COTON EN FRANCE.

Nous lisons dans un journal de Paris :

A un moment où la disette du coton cause parmi nous une crise si grave, il est bon de connaître le mouvement général de cette matière première, dans nos ports principaux. Nous en prenons, à cet égard, au *Journal des travaux publics*, les chiffres suivants qui établissent la situation pendant les mois de janvier et de février 1863

Il est arrivé au Havre, Marseille, Bordeaux, Nantes, etc., 68,375 balles dont 85 des Etats Unis, 1,586 du Brésil, 37,124 du Levant, 28,822 des Indes orientales et 738 de diverses provenances

Les débouchés sont de 63,492 balles dont 2,170 des Etats Unis, 2,112 du Brésil, 29,234 du Levant, 29,112 des Indes orientales et 863 de diverses provenances

Au 1er mars, le stock du Havre était de 35,000 balles ; celui de Marseille, 10,000 ; celui de 36,368 balles, dont 14,258 des Etats Unis, 9,227 du Brésil, 10,420 du Levant, 37,109 des Indes orientales, et 645 de diverses provenances.

On écrit de Brest que la frégate à vapeur le *Panama* vient, par suite d'ordres reçus de Paris, d'entrer en armement. Elle est destinée à faire partie de la division navale du golfe du Mexique, aux ordres du contre-amiral Bosse.

Nous lisons dans *la France* :

Nous avons annoncé le départ pour Londres de sir Charles Wyke, ministre d'Angleterre à Mexico. M. Wakeham, attaché à la légation britannique, a pris la direction des affaires et a adressé, le 23 janvier, à ses compatriotes la circulaire suivante qui offre un intérêt tout particulier.

Monsieur,

Je viens vous informer que je suis chargé de gérer la légation de Sa Majesté britannique, Sir Ch. Wyke s'étant décidé à profiter du congé qui lui a été accordé, il y a quelques mois.

Quoique mes *fonctions officielles*, je serai toujours très heureux de prêter mon assistance aux sujets britanniques.

Mes compatriotes, qu'ils n'oublieront pas que nous sommes actuellement en présence d'un état de choses qui est fort *loin d'être normal*, et je suis assuré qu'ils ne trouveront pas mauvais si j'use ajouter que je ne considère pas leur conduite à l'égard de Sir Ch. Wyke, comme *injustes et généreux*.

Cette observation s'applique seulement aux personnes qui, dans ces derniers temps surtout, ont adopté une *attitude hostile* envers le ministre de Sa Majesté..... Je puis les assurer que Sir Ch. Wyke a souvent *accédé aux pressantes* que leur être utile, et que dans sa présence ici dernièrement, les sujets anglais auraient eu encore de plus *grands maux à endurer*. On doit aussi se souvenir que sa conduite a obtenu l'approbation complète du gouvernement de Sa Majesté, et que, par conséquent, il aurait eu égard aucun sujet de plainte en l'absence de Sir Ch. Wyke, et que si je demande, en toute *occasion publique ou particulière*, le plus grand respect pour le ministre de Sa Majesté, mes compatriotes ne me laisseront pas faire cette prière en vain.

En ce qui les concerne eux-mêmes, j'imagine qu'ils sauront être prudents et discrets, au sein des circonstances que nous traversons.

Il est bon, d'ailleurs, qu'ils sachent que le gouvernement actuel a déclaré dans le discours ouvrant la session extraordinaire du Congrès, aujourd'hui une stricte neutralité entre la France et le Mexique, et qu'il verrait avec déplaisir cette *neutralité violée par les Anglais* qui résident dans le pays.

Je suis, monsieur, etc.,

Signé : JOHN WALSHAM.

Cette lettre prouve que Sir Charles Wyke était très impopulaire parmi ses compatriotes au Mexique et qu'il avait montré une grande partialité en faveur de Juarez et contre les Français. Son successeur semble heureusement décidé à suivre une autre ligne de conduite.

EDITION D'HIER SOIR.

LA SPECULATION SUR L'OR A NEW-YORK.

Nous lisons dans le *N. Y. World* du 28 :

La *Tribune*, organe stipendié du département de la guerre et de cette ville, publie la curieuse révélation suivante dans son numéro d'hier, sur les récentes démarches du secrétaire du trésor :

" On dit couramment que l'objet de la visite de M. Chase à N. York avait beaucoup plus pour but la baisse de l'or qu'une hausse de fonds pour la guerre. Le bruit court qu'il a emprunté de certaines de nos banques DIX MILLIONS de piastres en espèces, remboursables sur les recettes des douanes, et qu'avec cette somme il a élevé la spéculation de l'or et qu'il continuera à opérer jusqu'à ce qu'il ait fait rentrer la prime dans des bornes raisonnables."

Nous donnons ce bruit tel qu'il nous est arrivé et sans le garantir. S'il est vrai, il explique très bien diverses circonstances signalées dans ces dix derniers jours. Nous savons qu'un plan semblable fut proposé, il y a plus d'un mois, par un membre du comité des voies et moyens, de la part d'un des plus fins opérateurs de Wall Street.

Nous ignorons comment tout cela se fait, mais nous savons que des financiers de Wall Street, qui passent pour être liés avec M. Chase, avaient d'autres motifs que des motifs patriotiques pour désirer une baisse dans le prix de l'or. Ils étaient des vendeurs de ce métal à courte échéance. Serait-il possible que ce fut pour eux que M. Chase ait fait si bien la chasse à l'or ?

CONVENTION DEMOCRATIQUE DANS L'INDIANA.

Le club démocratique d'Indianapolis a passé une résolution requérant le comité central démocratique de l'Etat de convoquer une convention à Indianapolis, pour le courant d'avril. L'objet de cette résolution est ainsi exposé et motivé :

Attendu que le peuple de cet Etat s'est prononcé aux dernières élections générales contre la politique suivie par l'administration actuelle en matière de finances, et a refusé de lui donner un vote de confiance ; et attendu que le peuple a voté un changement de politique, et a donné la majorité contre ce parti ce qui est fort *loin d'être normal*, et je suis assuré qu'ils ne trouveront pas mauvais si j'use ajouter que je ne considère pas leur conduite à l'égard de Sir Ch. Wyke, comme *injustes et généreux*.

Cette observation s'applique seulement aux personnes qui, dans ces derniers temps surtout, ont adopté une *attitude hostile* envers le ministre de Sa Majesté..... Je puis les assurer que Sir Ch. Wyke a souvent *accédé aux pressantes* que leur être utile, et que dans sa présence ici dernièrement, les sujets anglais auraient eu encore de plus *grands maux à endurer*. On doit aussi se souvenir que sa conduite a obtenu l'approbation complète du gouvernement de Sa Majesté, et que, par conséquent, il aurait eu égard aucun sujet de plainte en l'absence de Sir Ch. Wyke, et que si je demande, en toute *occasion publique ou particulière*, le plus grand respect pour le ministre de Sa Majesté, mes compatriotes ne me laisseront pas faire cette prière en vain.

Et ce qui les concerne eux-mêmes, j'imagine qu'ils sauront être prudents et discrets, au sein des circonstances que nous traversons.

Il est bon, d'ailleurs, qu'ils sachent que le gouvernement actuel a déclaré dans le discours ouvrant la session extraordinaire du Congrès, aujourd'hui une stricte neutralité entre la France et le Mexique, et qu'il verrait avec déplaisir cette *neutralité violée par les Anglais* qui résident dans le pays.

Je suis, monsieur, etc.,

Signé : JOHN WALSHAM.

Cette lettre prouve que Sir Charles Wyke était très impopulaire parmi ses compatriotes au Mexique et qu'il avait montré une grande partialité en faveur de Juarez et contre les Français. Son successeur semble heureusement décidé à suivre une autre ligne de conduite.

CHRONIQUE LOCALE.

COUR PROVISOIRE DES ETATS-UNIS—Sur la demande de Durant, le juge a ordonné que le premier des règlements spéciaux pour les cas de confiscation fût modifié conformément au décret, que les mots qui ont trait à l'affidavit de loyauté et au fait de n'avoir pas aidé la rébellion, directement ou indirectement, fussent effacés. La motion a été accordée et les règlements ainsi modifiés étaient adoptés.

M. Mills a présenté des interventions dans les affaires suivantes de confiscation : Les Etats Unis contre Adam Giffen. Intervention de la part de la Banque du Sud. Elle réclame la somme de $64,087 50, montant de trente-six billets avec intérêt et $21 10 de protêt. Les Etats Unis contre James Dick Hill. Opposition de la même Banque pour $10,000, principal et intérêt et $6 de protêt. — Les Etats Unis contre Daniel W. Adams. Opposition de M. Emile Marquez, autjet français, pour $1,027, principal et intérêt et $2 50 de protêt.—Le juge n'a pas voulu entendre la lecture de ces interventions, mais a dit qu'elles suivraient le cours habituel des procédures.

ARRES—Des officiers de la police du Premier District ont fait hier une descente dans le café d'Andrew Doyle, sur la Levée. Ils ont ouvert un baril de pommes de terre et ont trouvé au fond plusieurs magnifiques revolvers de marine, à six coups.

Doyle a été arrêté et incarcéré avec James Fennessey, qui est accusé de complicité. Ils comparaîtront en matin devant le Prévôt.

MORT SUBITE—Hier matin, vers huit heures, un Irlandais du nom de John Corbs est tombé mort sur la Levée du Deuxième District. M. Beach a pratiqué la levée du corps au No 75 de la rue Front. Verdict, maladie de cœur.

Le défunt avait 36 ans.

CADAVRE—M. Cozin, officier du Troisième District, annonce qu'on a trouvé hier dans le fleuve, en face de la rue Mazent, le cadavre d'un homme vêtu en matelot. On a fait appeler M. Beach.

ORDRE AUX COMPAGNIES DES CHEMINS DE FER, AUX COMPAGNIES D'ASSURANCE ET A LA COMPAGNIE DES WATER-WORKS—Nous trouvons, dans le journal officiel de ce matin, l'extrait suivant des ordres spéciaux No 91—

(Extrait)

. . . . . .

4—Les différentes compagnies de chemins de fer, les compagnies d'Assurance et la compagnie des Water-works, de cette ville, sont requises de présenter, au maréchal-prévôt, sous serment de leurs Présidents et de leurs Secrétaires, un état de leurs affaires le 28 mars 1863 et une liste de leurs actionnaires.

Par ordre du major-général Banks.

RICHARD B. IRWIN,
A. A. géné

MORTALITÉ.—Le Bureau de Santé annonce, dans son rapport officiel publié hier, qu'il y eu cent quatorze décès dans les limites de la Nouvelle-Orléans, dans la semaine expirée dimanche dernier, 5 du courant.

Les maladies qui ont fait le plus de victimes sont la diarrhée, les convulsions, la fièvre typhoïde et les affections pulmonaires.

Lieux de naissance—Angleterre, 1 ; Allemagne, 1 ; Amérique, —; Angleterre, 1 ; Irlande, 6 ; Prusse, 1 ; Suisse, 1 ; Etats-Unis, 69 ; non déclarés, 34.

Il est mort vingt-deux nègres et huit militaires.

COUP PARVOTALE — Wm Haas, boulanger, dont le pain n'avait pas le poids voulu, a été condamné à $25 d'amende. Le pain est en outre confisqué.

Ellen Wahlfarren, qui a occasionné du désordre, a dû acquitter une amende de vingt piastres.

Une femme de couleur qui avait insulté et frappé une pauvre femme blanche a été condamnée à dix piastres d'amende.

Un nommé Casey, qui avait battu son épouse, a été envoyé en prison pour trois mois.

INTERROGATOIRE NÉCESSAIRE.—L'interrogatoire de M. M. W. McChesney que M. Jacob Barker accuse de détournements de fonds, est remis à vendredi prochain.

SOLDATS ACCUSÉS — Patrick Lowe et James H. Brown, soldats, ont été traduits, hier matin, devant la Prévôté pour vol de grand chemin.

Peter Augustin, homme de couleur, à l'hôpital volontaire, a déclaré que dans l'après-midi, à une heure, il fut arrêté, dans la rue St Pierre, entre les rues Roman et Derbigny, par trois soldats dont deux le retinrent tandis que le troisième lui enleva sa montre après quoi, il prit la fuite.

Brown a dit qu'il n'était nullement impliqué dans ce vol, mais qu'il a vu Long le commettre, que l'autre soldat était le sergent Canfield, de la compagnie de cavalerie du capitaine Bonny, qu'il avait déserté le corps et n'avait pas été arrêté.

Long a déclaré que c'était Bowen qui lui avait passé la montre.

L'accusateur a affirmé que c'est Long qui lui enleva la montre et s'enfuit.—Le témoignage de Canfield étant nécessaire, Long a été renvoyé en attendant la suite de l'interrogatoire.

AUTRE SOLDAT. — Philip McQuirk, déclaré coupable de vol de grand chemin au préjudice d'un homme de couleur, a été condamné à un an de détention au fort Jackson.

CONTREBANDE—James Benten, Henry Rashder et M. Thompson sont venus répondre à l'accusation d'avoir fait passer des marchandises en contrebande.—Thompson était muni d'un permis qui l'autorisait à faire le métier de pacotilleur dans la paroisse Plaquemines ; il avait deux assistants. On les a surpris dans la paroisse St Bernard et leurs articles étaient à une distance suspecte d'une goélette amarrée dans un bayou près le lac Leray.

Un espion avait été chargé, par le maréchal prévôt de St-Bernard de surveiller tous leurs mouvements et ses observations les firent arrêter.

Il a été prouvé que Thompson avait une facture de la Douane et s'était adressé au Prévôt de la paroisse pour obtenir une licence de pacotilleur. En l'absence de témoignages positifs, Thompson a été condamné à vingt-cinq piastres d'amende parce qu'il n'était pas muni de la licence. Les deux autres ont été relâchés.

GRAND CONCERT DE CHARITÉ. — Bien que nous n'ayons pas encore reçu le programme détaillé du grand concert de charité, qui doit être donné au Théâtre de l'Opéra par des dames et des messieurs amateurs de notre ville, nous pouvons, dès à présent, indiquer les morceaux qui doivent être exécutés ou chantés et donner ainsi une idée de l'heureuse composition de ce concert, qui promet d'être aussi brillant, sinon plus, que celui qui a précédé le carême.

La première partie commencera par le *Chœur de l'Espérance*, de Rossini, chanté par vingt-cinq dames et demoiselles, et la seconde par le *Chœur des deux journées*, de Cherubini, chanté par vingt-cinq dames et demoiselles, et vingt-cinq messieurs ; ces deux chœurs seront d'un effet magnifique. La partie instrumentale du concert se compose de deux morceaux pour le piano, l'un de *Moïse* de Rossini, et l'autre de *Norma*, de Talberg, exécutés par deux dames amateurs dont on a pu apprécier l'admirable talent au dernier concert, et de deux morceaux pour le violon exécutés par M. Oliveira.

Enfin, la partie vocale comprend : le duo du *Châlet* pour ténor et baryton, le duo des *Diamants de la Couronne* pour Soprani, la romance de *Guillaume Tell*, l'air de la *Juive*, l'air de *mon âme à Dieu*, de Darcier, l'air de *Charles VI*, l'air de la *Somnambule*, l'air de la *Gazza Ladra*, l'air de *St Jean-roi*, et la romance de *Jérusalem*. Ces morceaux seront chantés par quatre chanteuses, dont trois ont déjà été applaudies au dernier concert, et par deux chanteurs, le ténor que l'on connaît déjà, et un baryton.

MAISON MEUBLÉE ET PENSION A VENDRE—Une excellente occasion s'offre aux personnes qui voudraient tenir une maison meublée avec pension bourgeoise. On verra par une annonce, insérée plus loin, que l'établissement mis en vente est situé dans un quartier favorable et qu'il possède déjà une clientelle assurée. Toutes les facilités désirables seront offertes à l'acquéreur.

HEURE ET JAMBONS.—M. E. S. Kop, 62 rue Royale a reçu par le *Geo Washington* du beurre et des jambons de choix. Voir son annonce.

VIN.—E. E. Bordelon, 21 Conti, a reçu par le *Laura Rose*, de Bordeaux, un fort envoi de vins rouges et blancs que nous nous empressons de signaler au commerce et aux familles.

LES ANCIENS PARTIS EN FRANCE.

On lit dans l'*Indépendance belge* :

On parle beaucoup, depuis quelques jours, d'une réunion qui se serait tenue chez M. le duc de Broglie à la fin de la semaine dernière, et dans laquelle toutes les nuances de l'opposition auraient été représentées par un certain nombre de notabilités. Le but de la réunion aurait été de résoudre décidément l'alternative de l'intervention directe ou indirecte des hommes du dernier règne dans le prochain grand mouvement électoral ou de leur abstention.

M. Dufaure, attachant une excessive importance à la question de savoir si tout candidat élu devrait prêter établissement au gouvernement actuel, aurait opiné pour une réserve absolue de la part des hommes que d'anciennes conditions rattachent à un autre régime. M. Thiers se serait montré d'un avis opposé. L'illustre historien aurait posé en principe qu'il ne faut pas émigrer ni à l'extérieur, ni, pour ainsi dire, au sein du pays. Il aurait allégué que l'opposition est d'autant moins incompatible avec le serment que la Constitution est essentiellement améliorable. M. Guizot, tout en se prononçant plus dans le même sens que M. Thiers, n'aurait fait été d'avis que la question délicate qu'on venait de poser devait être plutôt considérée au point de vue personnel que général et que chacun devait agir selon sa conscience. Il a semblé résulter des paroles de M. Berryer, qui a pris également part à la discussion, que s'il ne repoussait pas le mandat qui lui serait offert par des électeurs, M. Rivet s'est prononcé catégoriquement pour l'abstention absolue, de même que M. Dufaure. M. Freslon l'a combattue et s'est reconstitué sur ce terrain avec M. Odilon Barrot. On aurait observé aujourd'hui une stricte neutralité entre la France et le Mexique, et qu'il verrait avec déplaisir cette *neutralité violée par les Anglais* qui résident dans le pays.

Je suis, monsieur, etc.,

Signé : JOHN WALSHAM.

Cette lettre prouve que Sir Charles Wyke était très impopulaire parmi ses compatriotes au Mexique et qu'il avait montré une grande partialité en faveur de Juarez et contre les Français. Son successeur semble heureusement décidé à suivre une autre ligne de conduite.

Effet produit en France par la note de M. Seward.

Les journaux français que nous avons reçus par le *Geo. Washington* ne contiennent aucune réflexion sur l'effet produit par la note de M. Seward, relative à la proposition de médiation du gouvernement de France, et nous trouvons le même silence sur ce point dans toute la presse parisienne. Les journaux indépendants ont gardé une réserve égale à celle des journaux semi-officiels. Bien qu'on s'attendît au refus de M. Seward, refus annoncé d'avance et bien souvent par le ministre américain à Paris, M. Dayton, cette réserve absolue et universellement observée nous paraît singulière. La question de la médiation de la France dans les affaires américaines est toujours restée dans le domaine de la libre discussion depuis qu'elle a été soulevée, et nous comprenons difficilement qu'elle ait été enterrée d'une manière si soudaine par la réponse prévue du secrétaire d'Etat américain. Nous comprenons plus difficilement encore que la presse parisienne, assez frondeuse de sa nature, n'ait pas même fait à cette réponse l'honneur d'une réflexion. Mais à défaut de la presse française, nous avons les rapports des correspondants américains qui écrivent de Paris aux journaux de New-York, et parmi ces rapports nous avons distingué celui qui a été adressé le 6 mars au *N. Y. Commercial*. Nous y lisons les passages qui suivent :

Partout nous entendons dire ici que la dépêche de M. Seward a été trop raide et outrageante pour le gouvernement de France, et que les sympathies de ce pays sont aujourd'hui universellement pour la rébellion. On devait attendre ce jugement sur la dépêche, et pour le faire prononcer, la rébellion, ce sentiment était déjà assez universel avant l'arrivée de la dépêche en question. Il est à croire cependant que le gouvernement français laissera dormir pendant quelque temps toute cette affaire.

Un autre sujet d'excitation et de joie vient d'être ajouté aux clameurs et à l'exaltation de nos ennemis. Je veux parler de l'emprunt des Etats Confédérés. Après être allé aux renseignements, j'ai trouvé que les maisons de banque Erlanger et Rothschild passaient pour être intéressées dans cette spéculation, que les chefs de ces deux maisons se sont rendus à Londres pour cette affaire, et qu'ils espèrent en retirer d'énormes bénéfices, des fortunes même.

Les Confédérés leur cède offriront cette négociation à raison de 50 0/0, dans l'espoir non seulement d'obtenir un appui moral pour leur cause, mais encore de provoquer un conflit entre les gouvernements de France et des Etats-Unis.

M. Fould, frère et père de Benoit et d'Adolphe Fould, ses co-associés dans la maison de banque, est ministre des finances comme vous le savez, et le fait que sa maison est engagée dans la spéculation confédérée est regardé par tous les sécessionnistes comme une preuve positive que le gouvernement est sur le point de reconnaître l'indépendance des Etats Confédérés ou qu'il cherche un prétexte de querelle avec les Etats Unis.

Les Fould, dès le commencement de la guerre, exprimèrent l'opinion que la république était détruite, par la raison abstruite que cette forme de gouvernement était trop faible pour tenir tête aux éléments de dissolution.

Depuis longtemps, ils ont déclaré que, suivant eux, l'Union était pour jamais dissoute, mais que les tendances aristocratiques du Sud les dominaient de plus grandes garanties d'avenir que le Nord ne pouvait en avoir avec ses tendances démocratiques. Cependant il est à peine croyable que des hommes de finance aussi fins et aussi prudens que les Ehrlinger et les Fould se soient engagés dans une spéculation aussi hasardeuse, nonobstant tous les avantages dorés qu'elle offre, et nous devons attendre d'autres développements.

L'ETAT DE LA KANAWHA—On lit dans l'*Express* :

Demain, 26 mars, le peuple des 48 comtés de la Virginie occidentale doit voter sur la question de savoir s'il veut accepter les dispositions du bill qui crée le nouvel Etat. Si le vote est affirmatif, alors le Président lancera dans 60 jours une proclamation portant que la Virginie de l'Ouest est un nouvel Etat, ayant droit à tous les privilèges d'un Etat dans l'Union. Cependant les Confédérés réunissent des troupes dans les comtés de Greenbrier, de Monroe, de Kanawha pour empêcher les habitants de voter et il faut s'attendre à des incursions dans toute cette région.

Si la Virginie de l'Ouest forme un nouvel Etat, alors le gouverneur Pierpont reste comme gouverneur de la Virginie jusqu'au janvier prochain. Le quatrième jeudi de mai, des élections auront lieu dans la portion de la Virginie, en deçà de la Virginie occidentale, qui se trouve aussi sous le contrôle du gouvernement pour des sénateurs d'Etat, des membres de la Chambre, un gouverneur, un lieutenant gouverneur et un avocat-général, qui organiseront le reste de la Virginie à mesure que nos armées avanceront et qui feront élire des membres du Congrès.

Il n'est pas douteux que l'Etat ne soit admis, car toute opposition par voie de résolutions et de discours a été étouffée par l'intervention militaire.

DEMOCRATES ET REPUBLICAINS.

Quelques républicains du Rhode Island se mettent sur la même plate forme que quelques uns des démocrates du Connecticut et de N York. Le *Providence Post* dit à ce propos.

" Abraham Payne, le candidat républicain pour la place d'avocat général, a déclaré dernièrement que la guerre avait duré assez longtemps et qu'il fallait laisser le Sud s'en aller librement. Ce n'est pas là une insinuation, qu'il nous soit permis de le dire. "

Les fameux mots "Sauvez obtenez, partez en paix" ne sont pas confiés dans cette longue lettre, dit le *World*, et l'on prouvera facilement en prenant au hasard une liasse de la *Tribune* que les premiers "hommes de paix" ont été républicains.

La France et l'Angleterre.

L'article de l'*Opinion nationale* dont nous avons reproduit un extrait a provoqué de la part de la *France* les réflexions suivantes :

L'*Opinion nationale* emprunte à l'*Esprit public* une nouvelle absolument controuvée. D'après cette nouvelle "un moment même où les journaux anglais excitaient la France à prendre le Rhin, l'Angleterre faisait des ouvertures à M. de Rechberg pour *concerter les mesures à prendre dans une pareille éventualité*."

Le même journal annonce que c'est M. de Bismark qui aurait donné l'éveil au prince Gortschakoff, afin d'en aviser le le cabinet des Tuileries.

Et là-dessus, l'*Opinion nationale* lance contre l'Angleterre un anathème des plus énergiques : elle va jusqu'à regretter que nos forces militaires et maritimes soient engagées au Mexique, et elle fait cette déclaration solennelle : "Relativement au duplicité de l'Angleterre dans les affaires de Pologne, nous imposé un surcroit d'obligations envers l'Europe et envers nous-mêmes."

L'attitude de l'Angleterre, dans l'affaire de Pologne, est loin, sans doute, d'avoir la netteté que l'on devait attendre des principes de sa politique. Mais, enfin, il ne faut pas la faire plus noire qu'elle ne l'est, et lui prêter des trahisons quand elle n'a, sans doute, que des faiblesses.

Nous sommes en mesure de déclarer que la nouvelle empruntée par l'*Opinion nationale* à l'*Esprit public* n'a pas le moindre fondement.

LA DIPLOMATIE ET LA POLOGNE.

Nous lisons dans *la France* du 12 mars :

Nous sommes en mesure de publier, sur la situation diplomatique prise par l'Angleterre d